



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

équarrissage

Question écrite n° 116219

Texte de la question

M. Philippe Tourtelier * attire l'attention de M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales sur une requête de ces professionnels. En effet la collecte des os de la colonne vertébrale des bovins de plus de vingt-quatre mois, classés matériaux à risque spécifié (MRS), est passé, en 2006, du service public de l'équarrissage géré par l'État à une négociation privée entre les petites entreprises et les deux grands principaux groupes industriels de l'équarrissage. Pour aider les petites entreprises à supporter ces nouvelles charges et les accompagner dans ce rapport de force avec des opérateurs de cette importance, une aide d'un budget total de 10 millions d'euros a été attribuée à la profession. L'une des conditions était de créer « l'association pour la promotion du métier d'artisan boucher » qui a pour objet de soutenir les bouchers respectant le savoir-faire artisanal. Malgré les contraintes et les surcoûts rencontrés, ces professionnels continuent donc à s'approvisionner en grosses pièces avec os, dans le respect de la « tradition bouchère » mais sont tenus d'éliminer ces os selon les règles d'hygiène en vigueur, avec recours obligatoire à un équarrisseur. Une aide moyenne d'environ 500 euros (variable en fonction des spécificités géographiques) a été mise en place pour ceux qui répondent à ces engagements. 8 000 bouchers (soit 65 % du potentiel), ont pu bénéficier de cette aide, ce qui représente moins de la moitié du budget de 10 millions d'euros débloqué pour ce secteur en 2006. Les artisans bouchers charcutiers traiteurs, et notamment ceux d'Ille-et-Vilaine, demandent donc le report des crédits budgétaires non consommés au titre de l'année 2006 sur l'année 2007, afin de pouvoir reconduire cette opération dans les mêmes conditions. Aussi, il lui demande s'il entend attribuer ce reliquat budgétaire aux artisans bouchers charcutiers traiteurs, ce qui permettra d'éviter la disparition ou la fragilisation de ce métier artisanal.

Texte de la réponse

La réforme du service public de l'équarrissage (SPE) et son financement, établi par la loi de finances pour 2006, complétés par le décret n° 2005-820 du 18 juillet 2005 pris en application de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, a réduit le périmètre du SPE à l'élimination des animaux morts en exploitation. Par voie de conséquence, les déchets de matériaux à risque spécifié (MRS) dus à l'activité des entreprises artisanales de boucherie et de charcuterie ne relèvent plus du SPE. Par ailleurs, pour promouvoir et faire connaître le métier d'artisan boucher, le Gouvernement a décidé, pour l'année 2006, un soutien aux entreprises artisanales de boucherie affecté à l'investissement d'acquisition de matériels dans le cadre de la préservation de la tradition bouchère. Les entreprises de boucherie artisanale éligibles à cette aide doivent être dotées d'un atelier de découpe et justifier de la modernisation de l'outil pour le maintien de leur savoir-faire. Ce dispositif, conduit en étroite concertation avec le secteur professionnel, a permis le traitement de plus de 80 % des demandes formulées par les bouchers et éligibles à cette aide. L'opération devrait être close au cours du premier trimestre 2007. Sur la base du bilan qui en sera fait, une décision gouvernementale sera prise quant à une éventuelle reconduction de ce dispositif d'aide pour 2007.

Données clés

Auteur : [M. Philippe Tourtelier](#)

Circonscription : Ille-et-Vilaine (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 116219

Rubrique : Agroalimentaire

Ministère interrogé : PME, commerce, artisanat et professions libérales

Ministère attributaire : PME, commerce, artisanat et professions libérales

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 16 janvier 2007, page 494

Réponse publiée le : 27 mars 2007, page 3180